

Environnements sans tabac

LES LOIS D'INTERDICTION TOTALE DE FUMER BÉNÉFICIENT L'ÉCONOMIE

Les lois d'interdiction totale de fumer réduisent l'exposition au tabagisme passif, une cause connue de morbidité et de mortalité. Elles aident également les fumeurs à arrêter le tabac et dissuadent les jeunes de commencer à fumer. Ainsi, les lois d'interdiction totale de fumer permettent non seulement de sauver des vies mais aussi de réduire les dépenses de santé et autres dépenses liées au tabagisme dans les lieux de travail et les espaces publics.

La permission de fumer dans ces lieux représente un fardeau pour l'économie. En effet, elle impose une lourde charge financière en raison de la hausse des dépenses médicales, de la perte de productivité due à la maladie mais aussi de l'augmentation des primes d'assurance et des frais de nettoyage et d'entretien des locaux.

Les lois d'interdiction totale de fumer sont plus avantageuses pour les entreprises que les interdictions partielles de fumer. La majorité des coûts supplémentaires pour les entreprises qui autorisent leur personnel à fumer, comme les frais d'entretien, ne peuvent être supprimés que par une interdiction totale de fumer.¹

L'exposition au tabagisme passif engendre des frais médicaux considérables.

L'application des lois d'interdiction totale de fumer permet de réduire les frais médicaux associés à l'exposition au tabagisme passif.

- Dans les régions rurales de Chine, le coût direct total des soins de santé attribué à l'exposition au tabagisme passif s'élève à 1,2 milliard de dollars, soit 0,3 % des dépenses nationales de santé et 0,02 % du PIB chinois en 2015. Seul 1/5 de ces frais sont couverts par l'assurance-maladie, le reste étant payé de la poche des patients. Pour ces derniers, cette dépense représente près de la moitié de leur revenu quotidien moyen, une charge financière élevée.²
- En Allemagne, les enfants âgés de 9 à 11 ans exposés à la fumée secondaire chez eux ou dans les espaces publics avaient des frais de santé supérieurs aux enfants qui ne l'étaient pas. Dans les ménages où les enfants sont régulièrement exposés à la fumée secondaire, les frais médicaux supplémentaires étaient plus élevés en moyenne de 114 euros par an.³
- À Taïwan, le coût total direct et indirect de l'exposition au tabagisme passif s'élevait à 126 millions de dollars, soit 0,3 % du PIB du pays en 2010.⁴
- Aux États-Unis, la Société des Actuaire estime que près de 5 milliards de dollars sont dépensés chaque année dans les soins médicaux pour soigner les maladies des non-fumeurs causées par l'exposition au tabagisme passif.⁵

Le tabagisme sur le lieu de travail réduit la productivité et engendre des coûts supplémentaires pour les entreprises.

La permission de fumer sur le lieu de travail accentue l'absentéisme, réduit la productivité des employés fumeurs et augmente les frais de santé et d'assurance-vie mais aussi les frais de nettoyage et d'entretien.⁶

- Une étude portant sur sept pays a révélé que les fumeurs avaient un taux d'absentéisme constamment plus élevé que les anciens fumeurs et les non-fumeurs.⁷
 - En Chine, les travailleurs fumeurs étaient absents 61 % plus souvent que les anciens fumeurs.⁷
- Selon une étude de la documentation sur les pauses-cigarettes, les employés fumeurs s'accorderaient entre 4 et 30 minutes de pause supplémentaire par jour pour fumer.⁸
- Aux États-Unis, on estime que les employés fumeurs coûtent 5 816 USD de plus à leur employeur que les non-fumeurs en raison de leur taux d'absentéisme, de frais médicaux et de fonds de pension plus élevés mais aussi de pauses cigarettes plus fréquentes.⁸
- En Écosse, les frais d'assurance incendie imputables au tabagisme étaient estimés à 4 millions de livres sterling par an pour les lieux de travail.⁹

Les lois d'interdiction totale de fumer ne nuisent pas à l'hôtellerie.

Des études ayant évalué les recettes et l'emploi dans le secteur hôtelier (par exemple, les restaurants, les bars et les établissements touristiques) avant et après l'application des lois d'interdiction totale de fumer n'ont démontré aucun impact économique négatif malgré les revendications de l'industrie du tabac que les interdictions de fumer nuiraient à l'hôtellerie.

- En 2007, une étude a examiné les données sur les ventes, les recettes, le profit et l'emploi recueillies auprès d'entreprises dans 19 pays européens. Celle-ci n'a révélé aucun effet négatif important sur les résultats économiques pour les restaurants, les bars et les cafés dans les pays ayant mis en œuvre des interdictions totales de fumer par rapport aux entreprises de pays sans interdiction.¹⁰
- En 2016, l'Institut national du cancer et l'Organisation mondiale de la Santé ont étudié de près la littérature économique sur la lutte antitabac et ont conclu que toutes les meilleures études démontrent que les lois d'interdiction totale de fumer « n'ont pas de conséquences économiques négatives pour l'entreprise, y compris les restaurants et les bars. Au contraire, les politiques antitabac ont souvent un impact économique positif sur l'activité. »⁶

LES LOIS D'INTERDICTION TOTALE DE FUMER BÉNÉFICIENT L'ÉCONOMIE

- En 2014, une méta-analyse de 39 études réalisées à travers le monde a examiné les impacts économiques des interdictions de fumer sur les bars et les restaurants. Elle a révélé que ni l'emploi ni les ventes n'avaient connus des changements importants dans l'hôtellerie à la suite de l'application et que les restaurants avaient même enregistré quelques gains économiques. L'analyse a également démontré que les bars avaient initialement subi des impacts négatifs sur les ventes en chiffres absolus, mais que ces pertes disparaissaient avec le temps.¹²
- En Argentine, des études sur les lois d'interdiction totale de fumer dans la ville de Buenos Aires et quatre provinces ont démontré qu'elles n'avaient pas d'effet négatif sur les ventes dans les bars et les restaurants. Dans le cas de Buenos Aires, la loi d'interdiction totale de fumer a entraîné une hausse de 7 à 10 % des ventes dans ces mêmes établissements. De plus, aucun effet négatif à long terme sur les ventes dans les bars et les restaurants de la province de Santa Fe n'a été perçu au cours des deux années qui ont suivi l'interdiction de fumer.^{14,15}

Dans les pays, les lois d'interdiction totale de fumer n'ont aucun effet économique négatif sur les restaurants et les bars.

- L'Irlande a été le premier pays à adopter une loi d'interdiction totale de fumer en 2004. L'impact économique global de cette interdiction sur les bars était minime au cours des trois années qui ont suivi son application.¹²
- À Mexico, l'année qui a suivi l'adoption de la loi d'interdiction totale de fumer, aucun impact négatif important n'a été constaté sur les recettes, les salaires et les niveaux d'emploi dans les restaurants, les discothèques, les bars et les tavernes. Au contraire, les salaires et l'emploi dans ces établissements ont connu de légères hausses, de même que les restaurants ont enregistré une modeste augmentation de leurs recettes.¹³

- Même dans les climats plus froids, les lois d'interdiction totale de fumer ont peu d'impact économique sur l'hôtellerie. En Norvège, une étude sur les recettes et les ventes des bars et restaurants n'a révélé aucun impact économique important à court ou à long termes à la suite de l'application de la loi nationale d'interdiction totale de fumer.¹⁶

Les lois d'interdiction totale de fumer n'affectent pas l'industrie du tourisme.

- L'année qui a suivi l'adoption de sa loi d'interdiction totale de fumer, la Nouvelle Zélande a connu des hausses de 1,5 % des touristes étrangers et de 3,3 % des dépenses des visiteurs.¹⁷
- À Chypre, la loi d'interdiction totale de fumer mise en œuvre en 2010 n'a pas eu d'effet négatif sur les recettes du tourisme l'année qui a suivi l'interdiction.¹⁸

MESSAGES CLÉS

- **L'exposition au tabagisme passif augmente les frais de soins de santé et médicaux.**
- **La permission de fumer sur les lieux de travail diminue la productivité et augmente les coûts.**
- **Les interdictions totales de fumer ne nuisent pas à l'hôtellerie et peuvent même avoir un impact positif.**

Références

1. U.S. National Cancer Institute and World Health Organization. The Economics of Tobacco and Tobacco Control. National Cancer Institute Tobacco Control Monograph 21. NIH Publication No. 16-CA-8029A. Bethesda, MD: U.S. Department of Health and Human Services, National Institutes of Health, National Cancer Institute; and Geneva, CH: World Health Organization; 2016.
2. Yao T, Sung HY, Mao Z, Hu TW, Max W. The healthcare costs of secondhand smoke exposure in rural China. *Tobacco Control* 2015;24(e3):e221-6.
3. Batscheider A, Zakrzewska S, Heinrich J, Teuner CM, Menn P, Bauer CP, et al. Exposure to second-hand smoke and direct healthcare costs in children – results from two German birth cohorts, GINIplus and LISAplus. *BMC Health Serv Res* 2012; 12:344.
4. Sung HY, Chang LC, Wen YW, Tsai YW. The costs of smoking and secondhand smoke exposure in Taiwan: a prevalence-based annual cost approach. *BMJ Open* 2014;4(7):e005199.
5. Behan DF, Eriksen MP, Lin Y. Economic effects of environmental tobacco smoke. Schaumburg: Society of Actuaries, 2005.
6. World Health Organization International Agency for Research on Cancer. Evaluating the Effectiveness of Smoke-free Policies. IARC Handbook of Cancer Prevention. Lyon: WHO IARC, 2009.
7. Baker CL, Flores NM, Zou KH, et al. Benefits of quitting smoking on work productivity and activity impairment in the United States, the European Union and China. *Int J Clin Pract* 2017;71(1):e12900.
8. Berman M, Crane R, Seiber E, et al. Estimating the cost of a smoking employee. *Tobacco Control* 2014;23:428-433.
9. Parrott S, Godfrey C, Raw M. Costs of employee smoking in the workplace in Scotland. *Tobacco Control* 2000;9(2):187-92.
10. Pieroni L, Salmasi L. The Economic Impact of Smoke-Free Policies on Restaurants, Cafés, and Bars: Panel Data Estimates from European Countries. *Journal of Policy Analysis and Management* 2017;6(4):853-79.
11. Cornelisen L, McGowan Y, Currie-Murphy LM, Normand C. Systematic review and meta-analysis of the economic impact of smoking bans in restaurants and bars. *Addiction* 2014;109(5):720-7.
12. Cornelisen L, Normand C. Impact of the Irish smoking ban on sales in bars using a large business-level data set from 1999 to 2007. *Tobacco Control* 2014;23(5):443-8.
13. Guerrero López CM, Jiménez Ruiz JA, Reynales Shigematsu LM, Waters HR. The economic impact of Mexico City's smoke-free law. *Tobacco Control* 2011; Published online first.
14. González-Rozada M, Molinari M, Virgolini M. The economic impact of smoke-free laws on sales in bars and restaurants in Argentina. *The American Journal of Medicine* 2008;3(4):197-203.
15. Candiotti C, Rossini G, Guiguet E, Costa O, Schoj V. Economic evaluation of a 100% smoke-free law on the hospitality industry in an Argentinean province. *Salud publica de Mexico* 2012;54(3):225-32.
16. Melberg HO, Lund KE. Do smoke-free laws affect revenues in pubs and restaurants? *The European Journal of Health Economics* 2012;13:93-99.
17. Edwards R, Thomson G, Wilson N, Waa A, Bullen C, O'Dea D, et al. After the smoke has cleared: evaluation of the impact of a new national smoke-free law in New Zealand. *Tobacco Control* 2008;17(1):e2.
18. Talias MA, Savva CS, Soteriades ES, Lazuras L. The effects of smoke-free policies on hospitality industry revenues in Cyprus: an econometric approach. *Tobacco Control* 2015;24:e199-204.